

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2022340-0001

complémentaire pour l'augmentation d'incinération des ordures ménagères pour 2022
par la société VALAUBIA sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;
- VU le code de l'urbanisme, notamment les articles R. 111-2 et les articles R. 111-5 et 6 ;
- VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- VU la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « directive IED » et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives, notamment, à l'incinération de déchets (BREF 'WI') ;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;
- VU le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2022242-0003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Grand Est ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération ;
- VU l'arrêté préfectoral n° BECP2018270-001 du 27 septembre 2018 autorisation l'exploitation de l'usine d'incinération située à LA-CHAPELLE-SAINT-LUC ;
- VU le dossier de porter à connaissance transmis le 23 novembre 2022 à l'inspection des installations classées ;
- VU le rapport et les propositions en date du 1^{er} décembre 2022 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 2 décembre 2022 à la connaissance du demandeur ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 5 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que la société a été autorisée par arrêté préfectoral du 27 septembre 2018 à exploiter une usine d'incinération située à LA CHAPELLE-SAINT-LUC au titre notamment de la rubrique 3520 *"élimination ou valorisation de déchets non dangereux dans des installations d'incinération de déchets avec une capacité supérieure à 3,5 t/h"* ;

CONSIDÉRANT que la capacité nominale de la ligne autorisée a été fixée réglementairement à 7,5 t/h avec une limite annuelle de 60 000 tonnes de déchets non dangereux (dont 55 000 tonnes d'ordures ménagères et 5 000 tonnes de déchets d'activités économiques non dangereux) ;

CONSIDÉRANT qu'un réseau de chaleur urbain doit être connecté à l'installation fin novembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que le pouvoir calorifique des déchets des ordures ménagères apportées est actuellement et depuis la mise en service de l'UVE, inférieur aux prévisions ;

CONSIDÉRANT que l'installation fonctionne à son minimum technique (environ 6,7 t/h pour un minimum technique de 6,3 t/h), faute de matières entrantes suffisantes ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'incinération, ces déchets devront être envoyés en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), sans valorisation énergétique ;

CONSIDÉRANT que l'incinération d'ordures ménagères supplémentaires évite la surconsommation de combustible bois utile par ailleurs ;

CONSIDÉRANT le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) annexé au SRADDET, prescrivant de favoriser le déploiement des filières de valorisation en privilégiant la hiérarchie des modes de traitement, mais également visant à limiter le transport des déchets en distance et en volume ;

CONSIDÉRANT qu'avec un apport de 1200 tonnes d'ordures ménagères supplémentaire d'ici à la fin de l'année, le débit d'incinération atteindrait 7,51 t/h, soit un fonctionnement inférieur à la capacité nominale de la ligne d'incinération ;

CONSIDÉRANT que le tonnage total, déchets et combustible bois, incinérable annuellement autorisé ne sera pas atteint ;

CONSIDÉRANT que l'installation, notamment les systèmes de traitement, est dimensionnée pour accueillir ce surcroît d'ordures ménagères sans modification des conditions d'exploitation ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence les modifications demandées ne sont pas substantielles ;

CONSIDÉRANT que toutefois, il convient de réglementer ces modifications des conditions d'exploitation, en application de l'article R. 512-33-II.2° du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 – PORTEE DE L'AUTORISATION

La société VALAUBIA, exploitante sur son site implanté rue Jacquard – Zone industrielle des Près de Lyon à LA CHAPELLE-SAINT-LUC (10600) d'une Unité de Valorisation Énergétique est autorisée en 2022 à augmenter de 1200 tonnes la quantité d'ordures ménagères incinérées au sein de son établissement, passant ainsi d'une quantité de 55 000 tonnes de déchets incinérés autorisée à 56 200 tonnes pour 2022.

Article 2 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Toutes les prescriptions, autres que la quantité maximale annuelle d'ordures ménagères mentionnée à l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral n° BECP2018270-001 du 27 septembre 2018 restent applicables à l'installation.

Article 3 – NOTIFICATION DE L'ARRETE ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la société VALAUBIA.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LA CHAPELLE-SAINT-LUC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de LA CHAPELLE-SAINT-LUC, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le 06 DEC. 2022

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Christophe BORGUS

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.